

Frontières et représentations sociales

Questions et perspectives méthodologiques

Sous la direction de
Sylvie Considère et Thomas Perrin

[Thélème XX]


academia
L. Harmattan

***Frontières et
représentations sociales***

COLLECTION « Thélème »

Collection dirigée par Jean-Émile Charlier

La collection *Thélème* accueille des ouvrages qui analysent et démontent les façons contemporaines d'orienter la conduite des hommes et de garantir l'ordre des choses en s'appuyant sur une information précise et vaste des domaines étudiés. Les travaux qu'elle rassemble portent sur l'enseignement, la religion, les politiques publiques et sur les convictions qui portent ceux qui les guident. La collection est également ouverte aux recherches attentives à repérer les transformations de ces convictions et les facteurs qui les affectent.

Derniers titres parus

16. S. VARIN & J.-L. CHANCEREL (dir.), *Néolibéralisme et éducation. Éclairages de diverses disciplines*, 2015.
17. M. SOUTO LOPEZ, *Acquis d'apprentissage et enseignement supérieur. Le management par la pédagogie au service du projet de société européen*, 2016.
18. S. STAVROU, *L'université au diapason du marché*, 2017.
19. É. PONTANIER, *Choisir un lycée laïque en Tunisie* 2017.
20. S. CONSIDÈRE & Th. PERRIN (dir.), *Frontières et représentations sociales. Questions et perspectives méthodologiques*, 2017.
21. J.-L. DEROUET, H. YIPING, Ph. SAVOIE & J.-É. CHARLIER (dir.), *La formation des élites en Chine et en France (XVII^e – XXI^e siècles)*, 2017.
22. F. BALUTEAU, *L'école à l'épreuve du partenariat*, 2017.

Sylvie Considère
Thomas Perrin

Frontières et représentations sociales

Questions et perspectives méthodologiques

THÉLÈME • 20



Photo de couverture par Lucie-Marie Considère

DL : D/2017/4910/6

ISBN : 978-2-8061-0327-7

© **Academia-L'Harmattan s.a.**

Grand'Place, 29

B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

www.editions-academia.be

La publication de cet ouvrage a bénéficié du soutien de :

**Université de Lille, laboratoire TVES (Territoires, Villes,
Environnement et Société)**



l'Université catholique de Louvain (campus de Mons)

UCL Mons



l'Université d'Artois, laboratoire Discontinuités



UNIVERSITÉ D'ARTOIS

Plusieurs des auteurs de cet ouvrage sont membres de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités (IFD).



L'IFD a le statut de Groupement d'intérêt scientifique, issu d'une convention entre quatre laboratoires de recherche de cinq universités belges et françaises : Université catholique de Louvain, Université d'Artois, Université du Littoral-Côte d'Opale, Université de Lille et Université de Reims Champagne-Ardenne. Il rassemble des chercheurs aux compétences variées, pour traiter des problématiques et questions liées aux territoires frontaliers et transfrontaliers. Reconnu par les instances officielles de la recherche tant en Belgique qu'en France, il facilite le travail en réseau de ses membres dans une approche pluridisciplinaire. Parmi les réalisations récentes de l'IFD, on peut citer le XIV^e colloque international *Border Region In Transitions*, organisé en novembre 2014, ou la mise en œuvre de sessions sur la frontière lors du colloque de l'ASRDLF à Gatineau en juillet 2016. La présente publication s'inscrit également dans l'objectif de diffusion scientifique de l'Institut, qui souhaite ainsi permettre au plus grand nombre de comprendre les enjeux des frontières contemporaines.

Le site de l'IFD est accessible à l'adresse <https://ifd.hypotheses.org>.

Les auteurs

Kolar APARNA travaille actuellement comme doctorante au *Nijmegen Center for Border Research* à l'université Radboud de Nimègue, Pays-Bas. Ses intérêts et ses activités en matière de recherche se situent aux intersections de la géographie urbaine, des études frontalières, postcoloniales et des études migratoires critiques. Ses investigations actuelles portent sur les contestations aux frontières en Europe, entre hospitalité et hostilité, envers les « demandeurs d'asile » et les « sans-papiers », qu'elle observe au travers de la production d'espaces urbains. Elle fait également partie d'une initiative intitulée *Asylum University* dans laquelle universitaires, migrants sans papiers et réfugiés travaillent ensemble à la production critique de connaissances sur diverses questions d'actualité.

Diego BOTERO-CABAL est sud-américain, citoyen du monde. Sa formation multiculturelle comprend : architecture à Paris, paysagisme et urbanisme à New York, et doctorat en géographie à la Sorbonne. Sa philosophie de travail est holistique : l'architecture, la ville et la nature sont traitées comme une unité, dans laquelle l'axe est l'homme et le but est de créer un meilleur habitat humain en harmonie avec un environnement durable. Il a travaillé en Italie, France, États-Unis, Portugal, Colombie et Norvège, où il habite depuis quinze ans. La contribution à cet ouvrage a été écrite en tant que doctorant à l'école doctorale de Géographie de l'université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne, École nationale supérieure d'Architecture de Paris-La Villette.

Michel CASTEIGTS est inspecteur général de l'administration. Premier président de l'Euro-Institut de Strasbourg-Kehl (1993-1995) et ancien responsable de l'Euro-Cité Bayonne San Sebastián (1996-2001). Professeur des universités associé (2001-2014). Chercheur au Centre de recherche et

d'études en gestion (CREG) et au Centre de documentation et de recherches européennes (CDRE) de l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Sylvie CONSIDÈRE est maître de conférences en didactique de la géographie à l'École supérieure du professorat et de l'éducation Lille Nord de France et membre de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités. Cette double appartenance au monde de l'éducation et de la géographie la conduit à s'interroger sur la manière dont les perceptions du monde influent sur les représentations sociales des espaces et sur les manières dont les usagers s'approprient, habitent ces derniers. Ses travaux actuels portent sur les espaces frontaliers franco-belges.

Yann DUBOIS est géographe. Après des études à l'université de Neuchâtel, il est doctorant au laboratoire de Sociologie urbaine (LaSUR) à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Ses recherches portent sur différents aspects de la mobilité (grande mobilité, choix modal, etc.) et sur les questions urbaines et territoriales d'une manière générale. Dans sa thèse de doctorat, il traite plus spécifiquement de l'impact des frontières nationales sur les modes de vie des habitants des agglomérations transfrontalières.

Alain GASCON est professeur émérite à l'Institut français de géopolitique et au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques de l'université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis. Il est titulaire d'une Thèse de III^e cycle et d'une habilitation à diriger les recherches en géographie, portant sur l'Éthiopie (université de Paris 1). Il est aussi diplômé d'amharique et de somali (INALCO). Il a été chargé de cours (civilisation) à l'INALCO et de séminaire, avec J. C. Penrad, au Centre d'études africaines de l'EHESS-Paris, mais aussi *Gastprofessor* : *Asien u. Afrika Institut* (Hambourg). Ses thèmes et terrains de recherche portent sur la géographie culturelle et géopolitique de l'Éthiopie et de la Corne de l'Afrique. Ouvrages : *La Grande Éthiopie, une utopie africaine* (Paris, 1995), *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie* (Paris, 2006). Contributions : *GU Reclus*, *Encyclopaedia of Africa south of the Sahara*, *Encyclopaedia Aethiopica*, *Ethiobook*. Articles : *Cahiers d'études africaines*, *Hérodote*, *Afrique contemporaine*, *Diplomatie*, *Pount*, *Politique étrangère*...

Jussi P. LAINE est professeur adjoint d'études multidisciplinaires sur la frontière à l'Institut carélien de l'université de l'Est de la Finlande. Actuellement, il est également secrétaire exécutif et trésorier de l'*Association for Borderlands Studies* (ABS), principale association internationale spécialisée dans l'échange systématique d'idées et d'informations concernant les zones frontalières internationales. Il fait également partie du Groupe de pilotage de la Commission de la géographie politique de l'Union géographique internationale. Dans ses recherches, il se concentre sur la géographie politique, la géopolitique et particulièrement les études frontalières, dans lesquelles il cherche à mieux comprendre le rôle et les implications des frontières comme constructions complexes et multiscalaires.

Vincent KAUFMANN est professeur de sociologie urbaine et d'analyse des mobilités à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Il dirige en outre le laboratoire de Sociologie urbaine – LaSUR de cette haute école. Depuis 2010, il est également directeur scientifique du Forum Vies Mobiles, un institut de recherche et de prospective créé par la SNCF. Ses travaux actuels portent sur la mobilité et ses liens avec la transformation des sociétés contemporaines et de leurs territoires. Il a notamment publié *Tranches de vie mobiles* aux éditions Loco en 2014 et *Retour sur la ville* aux Presses polytechniques et universitaires romandes (2014).

Fabienne LELOUP est professeure à l'Institut de sciences politiques de Louvain Europe, à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et présidente de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités. Elle est présidente de l'Association de science régionale de langue française et co-rédactrice de la revue *Mondes en Développement*. Économiste de formation, elle a effectué sa thèse à l'université de Cranfield (Angleterre). Ses principaux domaines de recherche sont le développement et la gouvernance des territoires, ce qui l'amène à travailler sur le rôle de la culture dans le développement territorial, les nouveaux espaces de l'action publique locale, et notamment les parcs naturels régionaux ou encore les régions transfrontalières.

Eddy MAZEMBO MAVUNGU est chercheur associé au Centre for Social Development in Africa (CSDA), université de Johannesburg, Afrique du

Sud. Son champ de recherche s'étend sur les matières suivantes : la politique autour des frontières, la démocratisation, les questions du genre, les politiques publiques, et les technologies de l'information. Ses récentes publications ont paru dans les revues académiques suivantes : *Journal of African Elections*, *The South African Journal of Geography*, *The Community Development Journal*, *The African Sociological Review*, *The South African Review of Sociology*, *Congo-Afrique* et *The African Studies Review*. Il est aussi développeur d'applications web et écrit régulièrement des blogs sur la politique au Congo et en Afrique (<http://lecongolais.net>), sur les technologies de l'information et sur les humanités numériques (<http://dielais.com>).

Thomas PERRIN est maître de conférences en aménagement et urbanisme à l'université de Lille, laboratoire TVES, et membre de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités. Il est également expert pour le Compendium des politiques et tendances culturelles du Conseil de l'Europe et membre du Forum civil de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Il travaille sur les questions européennes en matière de régionalisme, de politiques culturelles et de coopération territoriale. En 2011, il a reçu le prix du mérite du concours de thèse du Comité des régions de l'Union européenne. Ses travaux ont été publiés dans différents ouvrages et revues académiques, comme *Culture et Eurorégions*, paru en 2013 aux Éditions de l'Université de Bruxelles. Il coordonne le projet *EURÉGIO-Régions et régionalisme dans l'Union européenne*, dans le cadre du programme européen Jean Monnet-Erasmus +.

Zef SEGAL est professeur au département d'histoire de l'université ouverte d'Israël, professeur à l'école d'informatique du collège universitaire de Tel-Aviv et chercheur postdoctoral au centre d'excellence *Da'at Hamakom* à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est l'auteur de nombreux articles dans des revues académiques, tels que *The Journal of Interdisciplinary History* et *Imago Mundi*, ainsi que plusieurs volumes édités. Son principal domaine de recherche est l'histoire politique et culturelle de l'Allemagne au XIX^e et au début du XX^e siècle. Dans ses recherches, il met l'accent sur le rôle des infrastructures modernes de

transport et de communication et sur la cartographie moderne dans le développement des frontières, des identités et des perceptions spatiales. Il travaille actuellement sur l'histoire de la cartographie raciale en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis.

Patricia SUBIRADE, ancienne élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud/Fontenay, est professeure agrégée en histoire moderne à l'université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne et membre de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066, CNRS, ENS, université de Paris 1). Ses travaux portent sur l'histoire de la Franche-Comté (XVII^e-XVIII^e siècles), l'anthropologie religieuse (identité et confession), la culture visuelle et l'histoire de l'art (XVI^e-XVIII^e siècles). Elle travaille actuellement sur les écrits du for privé et l'édition de la correspondance d'un sculpteur comtois du XVIII^e siècle ; sur la circulation des savoirs techniques et artistiques en Europe à partir de l'exemple du duché de Savoie dans la seconde moitié du XVII^e siècle.

Cyril TRÉPIER est docteur en géographie à l'université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et chercheur au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG) de cette même université. Il est chargé de cours à l'université de Cergy-Pontoise. Après une thèse en cotutelle entre Paris 8 et l'université de Barcelone sur l'indépendantisme en Catalogne, soutenue en 2011, ses recherches portent sur le nationalisme régional en Europe. Il a publié *Géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne* (L'Harmattan, 2016).

Christian WILLE est professeur et chercheur en *Border Studies* et travaille comme *Senior Researcher* à l'université du Luxembourg. Il est directeur de la cellule de coordination de l'*UniGR-Center for Border Studies* et il coordonne le domaine de recherche *MIS – Migration and Intercultural Studies*. Ses travaux de recherche sont axés sur des contextes transnationaux, des théories d'espaces, d'identités et de praxéologie ainsi que des études frontalières en Grande Région SaarLorLux. Il a édité les ouvrages *Spaces and Identities in Border Regions* (2016) et *Lebenswirklichkeiten und politische Konstruktionen in Grenzregionen* (2015).

Comment interroger la frontière par les représentations sociales

par SYLVIE CONSIDÈRE & FABIENNE LELOUP

Introduction

Malgré 24 ans de programmes de coopération transfrontalière et une Europe de la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes de plusieurs décennies, l'année 2015 a freiné, à l'échelle de l'Union européenne, la banalisation de l'ouverture, voire de l'effacement des frontières interétatiques. Des barrages et des contrôles ont été rendus visibles, y compris aux frontières internes de l'espace Schengen, et notamment à la frontière franco-belge.

Cependant, même avant ces interventions – les enquêtes menées et utilisées dans ce travail datent de 2014 et 2015 – les pratiques et les représentations des frontières par les populations frontalières restaient fortement marquées par la présence d'une frontière « classique » au sens westphalien du terme, à savoir une discontinuité qui délimite linéairement le territoire de l'État et de sa souveraineté, distingue l'ici de l'ailleurs, l'autochtone de l'étranger.

Certes, les frontières – comme les territoires – peuvent être considérées comme des objets politico-géographiques, historiques, appréhendables de manière externe et positiviste. Mais territoires et frontières peuvent aussi être abordés en tant que constructions dont se dotent les groupes sociétaux pour assurer leur existence (Rouvière, 2013 ; Kolossov, 2005). Leur étude nécessite alors d'examiner la manière dont ces groupes

et leurs membres se les représentent, mais aussi la manière dont ils appréhendent leurs rapports notamment à l'Autre, au Voisin. Nous adoptons cette seconde perspective et nous plaçons ainsi dans un paradigme socio-constructiviste, paradigme selon lequel les relations qu'entretiennent les individus avec les objets présents dans leur environnement influent sur la manière dont ils en construisent le sens.

Dans le cadre des travaux de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités (IFD), nous avons mené deux recherches, portant sur une dyade de la frontière franco-belge. L'objectif de ce chapitre est de montrer comment interroger des représentations sociales de la frontière à partir d'une expérimentation élaborée à la frontière franco-belge. Cette analyse est basée sur les résultats de ces recherches. Nous exposons comment la question de la représentation se pose dans la discussion de la frontière (1) puis nous présentons brièvement les enjeux méthodologiques qui se sont posés (2). Ensuite, nous abordons le cœur de notre communication et présenterons les résultats des deux enquêtes quant à la frontière en général et à la frontière franco-belge en particulier (3). L'objectif est de croiser les résultats afin d'en déduire un ensemble d'apports quant à la représentation de la frontière et dès lors quant à la façon de l'étudier et de l'enseigner (4).

Les représentations sociales

Le point de départ des deux études menées repose sur l'idée que chaque individu construit les pratiques de l'espace dans lequel il vit en fonction de l'interprétation qu'il fait de ce qu'il en perçoit. Pour concevoir notre monde comme une entité intelligible, nous sommes contraints de trier, de ranger, d'organiser nos perceptions. Ces perceptions renvoient à des captations par les sens ; les représentations sont des constructions complexes. Nous concevons notre monde en fonction du système cognitif dont nous disposons et construisons ce que les psychologues et les sociologues (Moscovici *in* Jodelet, 2014 ; Abric, 1994) nomment « des systèmes explicatifs naïfs » : ce sont nos représentations. Cet acte de pensée qui

conduit à construire ces systèmes explicatifs se nourrit de ce que nous voyons, entendons, sentons directement, mais aussi de ce qui nous a été appris, des savoirs d'expérience, des valeurs qui nous ont été transmises, des influences familiales et sociales qui circulent dans les groupes auxquels nous appartenons. Ces constructions fabriquent nos opinions et guident nos manières d'envisager ce qui nous entoure. Les représentations sont donc individuelles parce qu'elles sont construites par les individus, mais aussi sociales parce qu'elles se construisent sous l'influence d'autres individus. Elles sont autant le matériau qui nourrit la manière de penser des groupes, que le guide qui oriente la manière de construire l'interprétation que chacun se fait du monde et qui conditionne sa manière de se comporter au sein de ces groupes et dans les espaces de vie qu'il investit. Si les représentations sont construites, dans un acte de pensée, cet acte n'est pas, dans son ensemble, conscientisé par l'individu. Nous savons, en général exprimer nos opinions, décrire nos croyances, affirmer nos valeurs, justifier nos pratiques spatiales, mais nous ne savons pas, spontanément, en expliquer les fondements. Abric (1994) ou Flament (2014) ont montré que les représentations se structurent en deux entités emboîtées, un noyau central et une zone périphérique. Le noyau central abrite des éléments solides, auxquels tient l'individu : idéologie, valeurs, croyances, normes. Ce sont les ressources de son implication personnelle. Le noyau central doit être suffisamment solide, rigide pour assurer l'identité et la cohésion du groupe. Dès lors, il est difficile à modifier, toute modification contenant le risque de déstabiliser la structure. La périphérie est plus flexible. C'est elle qui absorbe les désaccords que peut occasionner le contact avec la réalité (Flament, 2014). Pour l'individu, les éléments périphériques, dits schèmes, jouent le rôle de grilles d'interprétations rapides d'une situation rencontrée dans la réalité. En effet, ces schèmes indiquent ce qui est normal et agissent sans recourir au principe organisateur du noyau central. Ce sont eux, sous l'influence du noyau central, qui nous permettent de choisir – sans y réfléchir – les conduites adaptées à notre milieu sociospatial. Les pratiques spatiales et les diverses expériences interprétées du monde forgent des représentations des espaces, non seu-

lement géographiques, mais aussi sociales et psychologiques dont chaque individu n'a donc que très peu conscience : nous habitons notre monde sans nous demander ce qui guide nos actions, nos choix. Notre recherche entend précisément interroger les représentations qui renseignent sur ces moteurs discrets qui motivent à investir nos espaces de vie d'une manière plutôt que d'une autre.

La méthodologie de l'enquête

Contexte

La recherche dont il est question ici porte sur les dynamiques locales transfrontalières et s'applique à une dyade de la frontière franco-belge, plus précisément la région Hauts-de-France et, en Belgique, la province du Hainaut et la province de Flandre occidentale. Elle est composée de deux études : l'étude sur les représentations citoyennes dans le cadre de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai exécutée dans le cadre de la recherche « Les Représentations politiques et citoyennes dans le cadre de l'Eurométropole » (RPCFE) commanditée par la région Nord-Pas-de-Calais et l'étude « Étudiants et frontière », qui l'a précédée et en a constitué une phase exploratoire. L'étude « Étudiants et frontière » a été menée dans le cadre d'un projet transfrontalier, appuyé par le programme européen Interreg IV initié par un consortium académique : les universités de la communauté d'universités Lille Nord de France (COMUE), la *Katholieke Universiteit Leuven Campus Kortrijk* en Flandre, et l'Université catholique de Louvain, site de Mons en Belgique francophone (UCL Mons). Il concernait 79 étudiants de la COMUE ou de l'UCL Mons, en premier et second cycle d'études universitaires qui ont été interrogés entre février et octobre 2014 (figure 1).

	<i>Groupe</i>	<i>Questionnaires</i>
Février 2014	2 ^e année licence Géographie, université d'Artois (France)	11
Février 2014	2 ^e année bachelier Sciences poli- tiques, UCL Mons (Belgique)	16
Avril 2014	2 ^e année bachelier Sciences de ges- tion, UCL Mons (Belgique)	9
Mai 2014	1 ^{re} année bachelier Sociologie, uni- versité Lille (France)	7
Juin 2014	1 ^{re} année master Enseignement, ÉSPÉ* Lille (France)	21
Octobre 2014	2 ^e année bachelier Sciences poli- tiques, UCL Mons (Belgique)	15
	TOTAL	79

40 Belges et 39 Français

Figure 1 : échantillon de l'étude qualitative (*ÉSPÉ : école supérieure du professorat et de l'éducation)

Ce nombre plus restreint d'individus s'est vu proposer un questionnaire qualitatif, ouvert, dont le traitement nous a permis de construire le questionnaire surtout quantitatif proposé au sein de l'Eurométropole. Les étudiants interrogés ne vivent pas tous au sein de l'Eurométropole, mais évoluent dans la région frontalière (Arras est distant de 75 km de la frontière, Lille de 25 km et Mons de 17 km) (figure 2). Ils représentent un groupe homogène dans la mesure où ils poursuivent tous des études supérieures, ont suivi leur cursus en France ou en Belgique ; ils sont différemment familiarisés avec les concepts cibles selon qu'ils sont en géographie, en sciences politiques ou en formation polyvalente. Les étudiants de l'école supérieure du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ) n'ont plus étudié de géographie depuis la fin de leurs études secondaires. Par rapport aux autres étudiants, ils représentent un groupe « témoin » qui atteste d'un niveau de connaissance minimal, équivalant à celui de la fin des études secondaires. En plus de cette enquête, divers travaux participatifs ont par exemple amené les étudiants à produire ensemble des affiches liées au thème de la frontière ou à discuter, à partir d'affiches politiques interna-

tionales, des enjeux de la frontière. Ces travaux, conduits dans le cadre d'un séminaire de formation sur la frontière, ne sont pas centraux dans l'étude présentée ici, mais ont permis d'éclairer certaines représentations des étudiants.

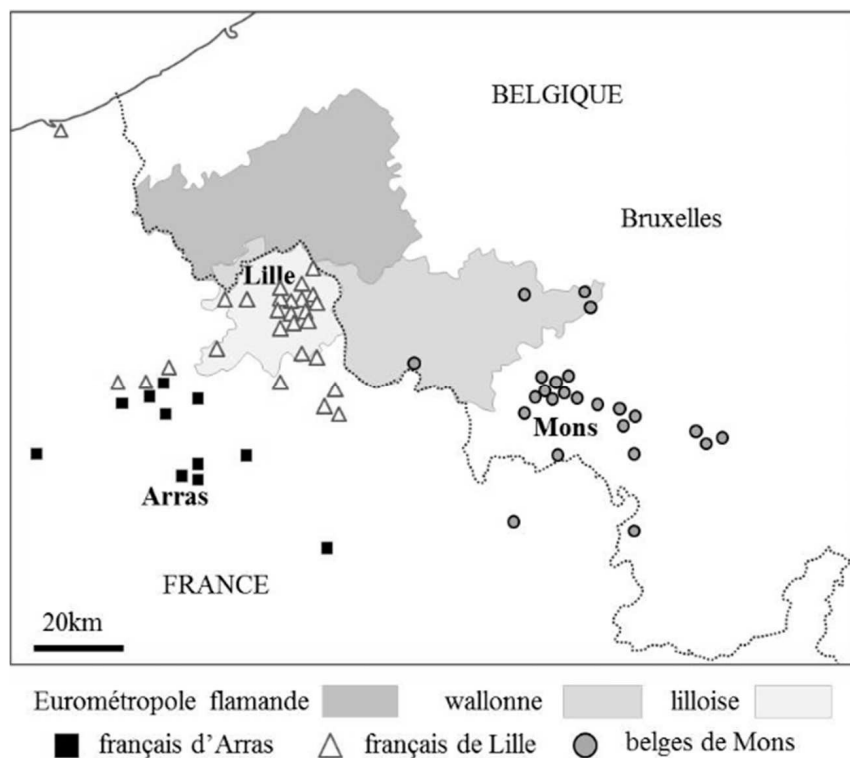


Figure 2 : Localisation des étudiants interrogés dans la zone frontalière franco-belge. Carte © Sylvie Considère, 2016

L'étude RPCFE vise à comprendre quelles sont les représentations liées à la frontière dans un espace transfrontalier de l'Union européenne particulier, car correspondant à un statut juridique institutionnalisé, le groupement européen de coopération territoriale (GETC) de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Cette entité transfrontalière a été créée en 2008 et regroupe 147 communes réparties de part et d'autre de la frontière entre

la France et la Belgique. Le versant belge est, de plus, caractérisé par l'existence de la frontière linguistique, séparant les régions de Flandre et de Wallonie, au sein de l'État fédéral belge. Dès lors, certaines communes sont francophones et d'autres néerlandophones. Les élus belges et français à l'origine de cette réalisation cherchaient à favoriser la mise en place de services transfrontaliers afin de faciliter la vie quotidienne du 1,2 million d'habitants de l'espace, dans les domaines des transports, de l'emploi, de la santé, de l'éducation, de la formation, du tourisme. L'étude commanditée par la région Nord-Pas-de-Calais (faisant partie aujourd'hui de la région Hauts-de-France) portait, entre autres, sur le vécu et le perçu des habitants de la zone transfrontalière eurométropolitaine. Elle a concerné un échantillon de 255 personnes, 146 en France, 109 en Belgique (48 en Wallonie et 61 en Flandres). L'échantillon comporte un nombre comparable d'hommes (125) et de femmes (130). Les différentes tranches d'âges ont été interrogées. Les personnes ont été interrogées parce qu'elles étaient présentes sur le territoire transfrontalier visé, raison pour laquelle nous parlons d'usagers / passants.

Rappelons que les enquêtes ont été menées en 2014 et en 2015, soit avant deux phénomènes importants dans les analyses actuelles sur les frontières et les représentations associées : les mouvements massifs de réfugiés et les attentats. D'une part, les mouvements de migrants et de réfugiés notamment issus du Moyen-Orient étaient déjà très importants, mais ils ne représentaient pas encore – sauf près de Calais, dans le nord de la France – un mouvement fortement médiatisé et entraînant une mobilisation soit en faveur de l'accueil de la part par exemple d'associations citoyennes (Guenebaud, 2014) soit pour la contrer de la part notamment des mouvements néo-populistes (en Belgique cette période a surtout été médiatisée mi-2015). En France, un discours nationaliste, xénophobe et protectionniste ponctue depuis quelques années les déclarations des partis extrémistes. C'est ainsi le cas de la part du Front national, parti d'extrême droite français, qui a emporté plusieurs sièges notamment lors des élections municipales de 2014 ou régionales en 2015, dans la zone concernée par nos interviewés. D'autre part, en novembre 2015 et en mars 2016, des

attentats terroristes au milieu de foules ont endeuillé la France et la Belgique, entraînant la mise en place de politiques de contrôle et des perceptions d'insécurité – même si d'autres attaques meurtrières, notamment contre le journal *Charlie Hebdo* (le 7 janvier 2015) ou contre le Musée juif de Belgique (le 24 mai 2014), avaient eu lieu antérieurement.

Comment collecter les représentations : un questionnaire qualitatif

La méthodologie utilisée vise à capter à la fois les représentations et les pratiques spatiales. Si ces dernières sont assez facilement accessibles sur déclaration des individus interrogés, les premières sont plus difficiles à atteindre par questionnaire. Chercher à capter des représentations est délicat, car il s'agit de faire déclarer aux individus interrogés ce qui compose l'essence de leurs opinions et il n'est pas certain que tous désirent se dévoiler et en aient la capacité. Dès lors qu'il (nous utilisons le masculin au sens épïcène du terme) répond à un questionnaire (ou qu'il échange dans le cadre d'un entretien), le sujet interrogé est mis en alerte par les questions posées et amené à se demander « ce qu'il convient de répondre ». Ceci s'est révélé vrai autant pour l'étude des passants ou usagers que pour l'étude appliquée aux étudiants.

Dans les deux études, une partie des questions vise à ce que l'intervinté révèle comment il voit la frontière en tant qu'elle marque la différence avec l'Autre, ce qui renvoie inévitablement à la manière dont il perçoit son propre espace et à celle dont il pense sa communauté par rapport aux autres. Les questions cherchent à rendre visible la manière dont les individus pensent et vivent le territoire et la frontière en général, et la frontière franco-belge en particulier. Les questions posées dans l'enquête doivent à la fois mobiliser le sujet, mais aussi l'inciter à une expression spontanée. Elles sont formulées simplement, mais sans être simplistes, elles sont variées dans leur forme afin de ne pas lasser ni provoquer un sentiment de défiance. La collecte de représentations entend obtenir un matériau le moins convenu possible. Les théoriciens tels qu'Abric (1994) démontrent qu'il faut, pour repérer ce qui appartient au noyau central, recourir à des

méthodes interrogatives qui visent des réponses construites et des méthodes associatives qui s'appuient davantage sur de la spontanéité. L'individu interrogé doit pouvoir s'exprimer sur le sujet étudié. Il lit (ou écoute) la question posée et réfléchit à la réponse – verbale ou figurative – qu'il souhaite donner. Questions et réponses mobilisent des discours émis dans un langage et un niveau de langue que les deux interlocuteurs doivent maîtriser. Question et réponse vont donner lieu à une (des) interprétation(s) et elles doivent avoir une chance de ne pas être trop éloignées l'une de l'autre. Les réponses sont pensées, elles dénotent de ce que le sujet a choisi de transmettre à celui qui l'interroge. Elles contiennent à la fois des éléments de contexte et des éléments d'opinion qu'il est difficile de démêler. Selon Abric (*id.*), les questionnaires ouverts, qui valorisent l'activité de la personne interrogée, sont les plus à même de collecter des représentations. Les questions ouvertes permettant une formulation libre sont à privilégier, chaque question insistant sur le fait qu'on recherche un avis personnel (« pour vous, selon vous, à votre avis »). Lorsqu'une définition est demandée, il est nécessaire d'insister sur le fait qu'elle doit exprimer la manière dont la personne interrogée voit : « la région transfrontalière, la frontière, l'État, le territoire ou l'Eurométropole » (dans le cas de la première étude). Certaines questions comportent des items « oui » ou « non », mais pour chaque item, est demandée la raison de la réponse, là encore selon une expression libre : « en quoi les informations sur l'autre pays sont-elles intéressantes ou non ; pourquoi serait-il ou non souhaitable que les frontières disparaissent... ». Plusieurs questions sont totalement ouvertes : « comment se marque la frontière entre les deux pays ; à quoi voit-on que l'on est passé dans l'autre pays, qu'est-ce qui rapproche ou éloigne Belges et Français... ». L'expression verbale est complétée d'une expression graphique (que nous n'étudions pas ici) : on a ainsi demandé de représenter la France et la Belgique dans un emplacement défini. Est attendue une carte qui révèle un espace appris. En effet, à l'échelle de deux États, et même à celle de la seule région transfrontalière, il ne s'agit pas du registre de l'espace vécu, mais bien de celui des savoirs transmis par l'École ou les divers canaux médiatiques. Les dessins obtenus peuvent

s'avérer difficiles à interpréter, mais ils comportent des éléments significatifs tels le choix de l'échelle de la représentation, les points de repères figurés ou un marquage particulier de la frontière. Certaines questions posées portent aussi sur des connaissances que peuvent avoir les personnes interrogées. Il ne s'agit bien sûr pas d'évaluer les savoirs, mais bien de comprendre quel est le niveau d'information du contexte sociospatial et politique, incluant la connaissance des organisations territoriales ou des partenariats existant entre les deux pays. Les étudiants (et seulement eux) ont exprimé leur degré d'accord avec des affirmations exprimant des points de vue scientifiques contrastés : le refus du concept de frontière naturelle, la frontière vue comme une limite forte qui fabrique l'État, la frontière vue comme un lieu d'articulation qui affirme que l'autre existe et génère puissance et progrès, voire qui permet l'émergence de nouveaux territoires, la frontière protectrice et enfin, l'effacement des frontières comme gage de développement territorial. Afin de réduire les difficultés de construction syntaxique liées à l'expression écrite des réponses, la méthode interrogative a été complétée d'une méthode associative à partir de mots inducteurs d'une part et d'images d'autre part. Les mots inducteurs, « France » et « Belgique » ont donné lieu à l'écriture de trois mots qui forment une sorte d'univers sémantique, certes peu important à l'échelle de l'individu, mais qui dessine des ensembles signifiants à l'échelle du groupe interrogé, pour peu que l'interprétation des termes donnés soit la plus proche possible de celle du sujet. Cela n'est pas sans difficulté, car ce type de réponse laconique fait disparaître tout contexte. Une autre question d'association a reposé sur des images : il s'agit pour le sujet de choisir parmi ces images celles qui représentent, pour lui, la frontière. Quelques lignes lui permettent d'expliquer son ou ses choix. Il peut paraître difficile pour le chercheur de sélectionner les images à associer à une telle question. Elles ont, dans cette étude, le rôle de renforcer, sous une autre forme, les différentes définitions de la frontière issues des travaux scientifiques en la matière : frontière couture, frontière coupure (selon la typologie de Courlet, 1988), frontière dissymétrique (autorisant le passage dans un sens mais le limitant dans l'autre), frontière défensive

et militarisée, frontière correspondant à une limite naturelle (une rivière), frontière sociale (visible dans le paysage), limite géographique d'occupation des espaces. Les images étant proposées sans légende, c'est au sujet d'en assurer l'interprétation. Il n'est pas certain que le sens que le chercheur a mis dans chaque image soit celui que la personne interrogée percevra. Les six images proposées sont contrastées pour fournir un ensemble de réponses signifiantes. Nos travaux se poursuivent et la méthode doit être affinée, mais il semble intéressant de faire réagir les interviewés à des documents iconographiques qui complètent le message écrit, fourni autant par les questions que par les réponses.

Comment collecter les représentations : un questionnaire quantitatif

Comme dans toute enquête par questionnaire, le prétest permet de construire les énoncés et les questions fermées qui constituent le questionnaire à grande échelle. Il s'agissait de vérifier un certain nombre d'hypothèses quant à la représentation de la frontière et ce, auprès d'un public – étudiant – plus homogène et *a priori* plus mobile. Le questionnaire lié aux étudiants incluait 17 questions. Après l'introduction habituelle visant le profil personnel : âge, lieu de résidence, pays d'origine, parcours d'étude et formation en cours, les neuf premières questions concernaient l'autre pays. Les questions 10 et 11 portaient sur les marqueurs de la frontière et le passage de la frontière franco-belge. Les questions 12, 13, 16 et 17 portaient sur la frontière, en général, la 16 incluait des avis à échelonner de « pas du tout d'accord » à « oui, tout à fait d'accord », la 17 utilisait des images en support. Les questions 14 et 15 portaient sur des réalisations transfrontalières franco-belges. Le questionnaire à grande échelle, administré en rue à deux 255 personnes, devait être relativement court et incluait des questions essentiellement quantitatives afin de permettre un traitement statistique. Le premier item portait sur le profil (sept questions), ensuite la partie « usages et pratiques de la frontière » (cinq questions) concernait essentiellement la frontière franco-belge sauf une question (qui reprenait des sentences liées à la frontière en

général à évaluer sur une échelle de « tout à fait d'accord » à « vraiment pas d'accord ») et deux sous-questions (l'une portait sur le fait d'avoir visité un autre pays que le pays voisin visé et l'autre sur le passage de frontière dans ce cas-là). Le dernier thème concernait l'Eurométropole. L'enquête sur les représentations citoyennes dans l'Eurométropole a été administrée à un échantillon de passants ciblé en fonction d'une répartition par sexe (moitié), par tranches d'âge et par lieux de résidence (ont été visées des grandes et des petites municipalités, appartenant à l'Eurométropole, proches ou éloignées de la frontière).

Les résultats

Les étudiants et la frontière, étude qualitative

Nous proposons de distinguer la démarche suivie afin de souligner la diversité de questionnements tant par les supports que par les aspects traités et les résultats. Ces derniers sont organisés en deux sections : la relation à l'autre versant de la frontière (comment chacun voit l'Autre, que connaît-il du Voisin ? comment perçoit-il qu'il passe la frontière ?) et la représentation de la frontière en général.

DÉMARCHE DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Le dépouillement et la saisie des réponses d'un questionnaire ouvert nécessitent la prise en compte de tout ce qui a été fourni par les personnes interrogées. La prise en compte de ce matériau parfois hétérogène nécessite une démarche « ouverte ». Nous avons, avec ce questionnaire, un matériau textuel – en partie prérédigé par le chercheur et en partie par l'interviewé –, des dessins – effectués par l'enquêté – et des images – proposées par le chercheur. En ce qui concerne le matériau textuel, après la saisie exhaustive de toutes les réponses textuelles, nous avons procédé à une première organisation des mots signifiants (souvent des noms, les

connecteurs et déterminants sont laissés de côté) contenus dans les réponses, rassemblant les termes identiques, puis de sens voisins afin de réduire les collections obtenues en unités de sens. Lorsque les réponses consistent en une série de mots-clés (en réponse à « associez trois mots à France et à Belgique »), la difficulté consiste en une interprétation du sens des termes répondus. Lorsque les individus interrogés ont écrit une phrase (par exemple, pourquoi est-il possible/souhaitable ou non que les frontières disparaissent ?), en plus de l'interprétation des mots significatifs, il faut procéder à une interprétation globale de la réponse afin de classer les mots significatifs. Ces classements s'élaborent aussi en fonction du cadre théorique qui structure la recherche, mais qui ne doit pas prendre le pas sur le point de vue qu'énonce l'interviewé. Les diverses catégories de mots forment un univers sémantique qui se confronte avec le savoir du chercheur à mesure que celui-ci les constitue. Pour éviter (autant que faire se peut) ce biais, ce dernier doit s'interdire de rejeter certains termes trouvés dans les réponses. La catégorie « divers » doit être la plus réduite possible, car ce qu'elle contient est aussi informatif quant à l'objet traité. Dans chaque catégorie constituée, est effectué un comptage des termes rapporté au nombre total de mots énoncés pour chaque question concernée. Pour chaque question, nous obtenons un aperçu « sémantique » constitué de termes forts, d'autres plus faiblement cités, d'autres encore qui se démarquent, en opposition à l'aperçu global. Ces aperçus peuvent être confrontés les uns aux autres et permettent d'approcher quelles sont les représentations des personnes interrogées de l'objet questionné.

La deuxième catégorie de réponses concerne les images. Les images proposées aux interviewés font l'objet d'un choix de leur part. Ces choix sont systématiquement relevés afin de voir quelles sont les images les plus et les moins choisies, rapportées au nombre total de choix possibles (au total 79 individus X 6 images = 474 possibilités au maximum). Cette question comportant la possibilité d'une phrase explicative, les choix d'images sont confrontés, en plus, aux univers sémantiques issus du traitement des mots.

Le troisième champ sémantique relève de dessins effectués par les interviewés. Ces dessins réalisés pour représenter les deux pays donnent lieu à

diverses propositions qu'il faut, elles aussi classer : représentations géographiques ou symboliques, schématisations ou dessins, tentative de traduire des éléments factuels ou opportunité d'exprimer des opinions.

On le voit, approcher des représentations individuelles est difficile. Outre les opinions et représentations et afin de vérifier si les étudiants construisent leurs réponses à partir plutôt de leurs pratiques, de leurs opinions ou de leurs connaissances, nous avons demandé aux individus interrogés de définir, avec leurs propres mots, cinq notions : région transfrontalière, frontière, État, territoire et eurorégion. Région transfrontalière et eurorégion servent plus particulièrement d'indicateur, car ce sont des termes dont la définition scientifique est très précise et nécessite un vocabulaire spécifique, connu ou non. Nous posons l'hypothèse que les étudiants qui répondent à ces deux questions avec leurs propres mots énoncent leurs représentations dans l'ensemble du questionnaire. Le résultat de l'analyse de ces deux définitions données par les interviewés attire l'attention sur quatorze individus donnant des réponses plus documentées. Une région transfrontalière est une interface, une zone de contact où les flux traversant la frontière sont importants, une eurorégion est un espace de coopération européen développant des projets économiques ou culturels. Deux étudiants citent Lille-Courtaî-Tournai. Quatre individus se distinguent par leurs réponses pointues aux deux questions. Nous en déduisons *a priori* que le questionnaire permet de collecter des représentations individuelles davantage liées aux pratiques et aux opinions.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA FRONTIÈRE ET L'AUTRE

Rappelons que l'enquête s'est déroulée à une dyade de la frontière franco-belge. Un premier ensemble de réponses permet de comprendre comment est perçu l'autre côté de la frontière et spécifiquement celui qui s'y trouve, l'Autre, la connaissance et l'information possédées et les marqueurs qui rendent visibles cette frontière ou son passage.

Le regard porté sur le pays voisin différencie les étudiants belges et français. Pour les premiers, la France est d'abord associée à un champ lexical politique (le président, la république représentent 35,5 % des

termes associés à la France). Le second groupe de mots évoque des lieux emblématiques tels que Paris, la Tour Eiffel, les Champs-Élysées, mais aussi liés au tourisme (mer Méditerranée ou Bretagne). Les termes relatifs à la société française en général recèlent quelques éléments de jugement : les Français sont ridicules, chauvins, minables, sévères, en déclin, mais aussi associés à l'égalité, la diversité, la puissance, l'histoire. La France est, dans l'esprit des étudiants belges interrogés, représentée aussi par des personnages illustres tels que Napoléon Bonaparte, Georges Pompidou. Les étudiants français pensent d'abord à la gastronomie belge (la bière, les frites, le chocolat occupent 40,8 % des termes associés à la Belgique). Les aspects politiques arrivent en seconde position (monarchie, et la présence de communautés différentes). Les lieux cités sont peu variés : il s'agit essentiellement de Bruxelles, mais on retrouve aussi Liège, la côte belge ou le *Manneken-Pis*. Les éléments de société mettent l'accent sur la présence de plusieurs langues parlées (avec accent), sur l'éducation payante ou les clivages. On peut aussi lire que les Belges sont accueillants et ouverts. Des personnalités sont aussi citées, mais dans un autre registre de compétence (Brel). On le voit, des réponses courtes peuvent poser des problèmes d'interprétation.

Ce que chacun connaît de l'Autre et comment

Nous adressant en partie à des étudiants universitaires, nous avons voulu savoir comment ils appréhendent les organisations territoriales et politiques de l'autre pays. Leurs réponses montrent qu'ils ont une connaissance superficielle des unités territoriales de l'autre pays. Régions et départements français sont les plus cités par les Belges. Seuls cinq étudiants citent la région Nord-Pas-de-Calais et un seul la ville de Lille. On trouve dans leurs réponses les termes municipalités, canton et outre-mer. Il semble que ce n'est pas le vécu frontalier qui guide leurs réponses, mais bien des apprentissages sur ce thème, reçus au cours de leurs cursus ou via les médias. Ceci est corroboré par ce qui est, pour eux, marquant dans l'organisation politique française : ils citent le régime présidentiel d'abord, puis la République et le mode de scrutin. On ne note que peu de juge-

ments de valeur, trois étudiants qualifient l'organisation politique d'élitiste, théâtrale ou désordonnée. Les étudiants français citent essentiellement les deux régions Wallonie et Flandres, régions frontalières, 49 % des étudiants français les citent ensemble. D'autres « régions » sont citées par neuf étudiants sur 39 (Bruxelles, Hainaut, Ardenne). Ce qui marque l'organisation politique belge renvoie d'abord aux tensions entre Wallons et Flamands (42 % des termes cités) Viennent ensuite la monarchie et la présence de deux langues au sein du pays (sur les trois langues reconnues, le flamand, le français et l'allemand). Ces types de réponses peuvent faire penser que les étudiants français, au moins sur ce point, ont peut-être été influencés par l'actualité rapportée par les médias (comme détaillé *infra*, la majorité des Français interviewés se disent informés sur la Belgique). En effet, en 2010-2011, ces derniers ont beaucoup parlé de l'absence de gouvernement en Belgique, en raison, entre autres, des tensions entre Flamands et Francophones. En croisant le degré d'intérêt et d'information des étudiants de part et d'autre de la frontière, nous constatons que les étudiants belges sont beaucoup plus intéressés par leur voisin (sept sur dix contre un sur dix), mais qu'ils sont informés relativement de la même façon (près de six sur dix contre près de cinq sur dix). Les raisons invoquées pour cette information renvoient, outre à des raisons familiales ou de relations, à deux types de proximité : une proximité géographique (21) et une proximité due à un intérêt commun ou à une certaine interdépendance, que ce soit sur un plan européen, francophone ou international (sept).

Comment se marque la frontière franco-belge

Les Belges perçoivent que la frontière (ligne) n'est plus visible (près de la moitié). À la frontière même, seuls trois éléments permettent de marquer la ligne : le message du réseau de téléphonie, la route dont l'état est plus dégradé en Belgique, mais est éclairée et les anciens postes de douanes (cités par deux individus). Quelques éléments sont relevés parce qu'ils soulignent que l'interlocuteur se situe dans un autre « système », car dans un autre pays : la signalisation ou les plaques minéralogiques et les autoroutes françaises payantes, les prix de certaines denrées, le message

du téléphone portable, l'habitat, le type de magasins ou les accents. Des jugements sont fournis comme la propreté et des formules plus générales sont utilisées pour indiquer la différence : la culture, l'accent, l'histoire, l'idéologie, la politique. Les étudiants français considèrent eux aussi que la frontière physique ne se voit plus (plus de deux sur cinq). Un panneau indique le passage ; le message du réseau de téléphonie, les anciennes douanes ou l'état de la route marquent le changement de pays. Pour eux aussi, certains éléments indiquent le passage dans un autre pays : l'organisation des routes et les plaques d'immatriculation, l'urbanisme, le prix des produits, la langue et l'accent et de façon plus générale la culture, l'organisation. Près de la moitié des interviewés partent donc du constat que la frontière n'existe plus, mais quand la question spécifique de la marque du passage est posée, ils relèvent l'existence de marqueurs très perceptibles.

COMMENT LES ÉTUDIANTS SE REPRÉSENTENT LA FRONTIÈRE

Demander aux interviewés de définir la frontière, avec leurs propres mots, au milieu du questionnaire (et avec sept questions) leur permet soit de construire leur réponse à partir de leurs pratiques personnelles soit de réfléchir de manière plus générale. Une question demandait de donner leur degré d'accord avec sept affirmations tirées de définitions scientifiques de la frontière. L'analyse sémantique des termes donnés ne différencie pas les étudiants français des belges.

La frontière est d'abord une ligne de séparation entre deux États (ou pays). La définition avec laquelle les étudiants sont le plus d'accord est celle qui définit la frontière comme la limite de souveraineté de l'État (37 étudiants belges sur 40 et 29 étudiants français sur 39). Les étudiants expriment aussi un accord assez fort (24 belges et 28 français) avec l'idée que la frontière marque la différence et affirme que l'autre existe, mais pour une majorité, la frontière n'a pas vocation à protéger le faible contre le fort (44 étudiants sur 79 sont en désaccord avec cette affirmation).

Notons que 16 % du total des termes signifiants utilisés, chez les étudiants belges, et 12 % chez les français renvoient à la nature construite de la frontière (elle est imaginaire, virtuelle, invisible ou bien légale, contrô-

lées, grillagée) ; ceci est renforcé par un degré d'adhésion très fort à l'affirmation selon laquelle la frontière est une invention des hommes (24 interviewés belges et 24 français).

Seuls un étudiant français et quatre étudiants belges mettent en avant le passage, l'articulation, le pont. Cette notion de la frontière couture n'est pas plébiscitée par les étudiants. Les étudiants belges expriment leur désaccord à 45 %, les français à 43,5 %. Nous notons que 31 étudiants tentent une réponse neutre (ni d'accord ni pas d'accord) qui montre que, pour eux, cette idée ne fait pas écho à leurs représentations.

La proposition selon laquelle la frontière favorise l'émergence de nouveaux territoires différencie les étudiants français, qui ne sont pas d'accord à 74 %, des belges qui sont d'accord à 40 %. Pour un tiers des étudiants, l'effacement des frontières n'est pas un gage de développement des territoires, mais pour un autre tiers c'est le cas.

Les définitions relevées pour la région transfrontalière montrent qu'un tiers des étudiants interrogés n'y voient qu'une région limitrophe d'un État, alors que seize dans chaque groupe associent cette notion à un espace situé de part et d'autre d'une frontière, et dans lequel on circule librement, telle la région transfrontalière franco-belge. À propos des euro-régions, relevons un très haut taux de non-réponses. Parmi les définitions données pour l'euro-région, il apparaît qu'elles sont construites à partir des termes Europe (ou Union européenne) et région, cela donne donc une région, une zone, un espace de l'Europe. Par extension, certains étudiants y associent des pays de l'Union européenne, voire toute la zone euro ou toute l'Union européenne. Il est à noter que trois étudiants font état d'un « refus » de cette notion : il s'agit pour eux d'une association contre nature, une bêtise, qui ne devrait pas exister.

Comme explicité précédemment, un autre support que le support verbal a été utilisé pour analyser la représentation de la frontière. Il s'agit du recours à des images. Pour cette question, les étudiants devaient choisir la ou les images représentant, pour eux, la frontière (figure 3), et rédiger un bref commentaire pour éclairer leur choix.

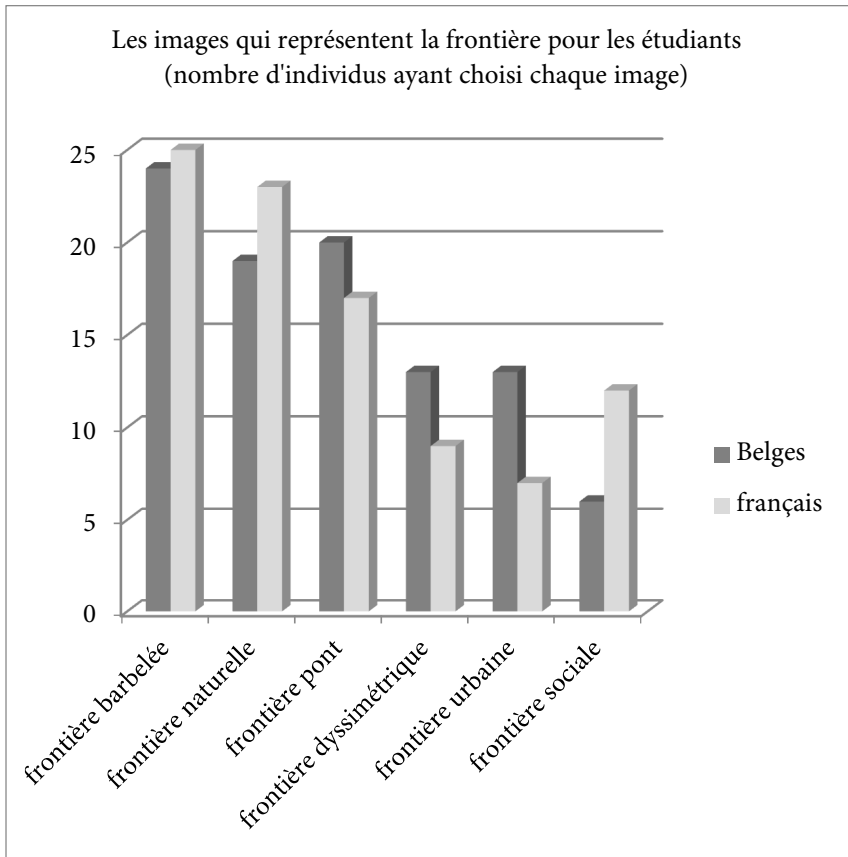


Figure 3 : les images associées à la frontière par les étudiants belges et français

La frontière barbelée est la plus choisie (27 étudiants belges et 24 français). L'étude de leurs justifications montre qu'ils y voient une frontière qui enferme, qui exclut, une démarcation qui marque l'hostilité vis-à-vis de l'autre et qui nécessite un contrôle militaire. Leur second choix (en nombre) se porte sur la frontière qu'ils appellent naturelle, en distinguant les éléments naturels, tels un cours d'eau ou une montagne, que l'homme utilise pour marquer ses limites (39 % des réponses) et ceux

qui « définissent les territoires » (10 %). Rappelons que les définitions rédigées par les interviewés (question 12) ne font pas mention (à une seule exception) de frontière naturelle, comme si les savoirs appris, notamment en géographie et en science politique, commandaient une réflexion qui passe au second plan lorsqu'on passe au langage iconographique. La frontière « pont » est choisie par la moitié des étudiants. Elle représente pour eux une construction humaine entre États qui cohabitent (39 % des justifications), mais ils précisent que ce pont peut aussi être détruit. La frontière dissymétrique est choisie par 22 étudiants, qui lisent la symbolique du passage inégalitaire, de la puissance d'un État qui en domine un autre, qui s'approprie ses ressources. C'est un filtre qui contrôle l'immigration, l'exemple de la frontière américano-mexicaine est donné à plusieurs reprises. Les deux dernières images montrent des discontinuités plutôt que des frontières. Ce que les étudiants nomment frontière sociale est choisi par 18 d'entre eux (un peu moins de répondants belges que français). La discontinuité urbaine représente une frontière pour 20 étudiants qui en font une interprétation relativement étonnante : leurs justifications évoquent murs, remparts, forteresses historiques. Très peu ont vu dans cette photographie une séparation entre espace urbain et rural.

Pour compléter cette analyse de la représentation de la frontière, nous avons interrogé les étudiants sur les rôles qu'ils lui assignaient. Ainsi, à ces étudiants qui vivent depuis longtemps, voire depuis toujours, dans une Union européenne aux frontières ouvertes, nous avons demandé s'ils pensent qu'il est souhaitable ou possible que les frontières disparaissent. Leurs réponses font apparaître un non clair, 28 sur 40 belges et 23 sur 39 français. Les justifications apportées à cette prise de position sont d'abord que les frontières garantissent l'identité culturelle et donc le sentiment d'appartenance nationale et ensuite qu'elles servent à protéger l'État qui peut ainsi rester souverain ; les frontières servent à réguler les flux, leur disparition étant la « porte ouverte à tous » ; enfin, les territoires de chacun doivent être délimités, un espace ouvert, trop vaste serait trop complexe, ou impossible à administrer. Les 23 étudiants qui

envisagent possible ou souhaitable que les frontières disparaissent s'appuient sur l'expérience de l'Union européenne et sur les échanges commerciaux qui ont, selon eux déjà aboli les frontières. Seuls cinq pensent que les frontières sont des « barrières entre les mentalités » et « ne servent à rien ».

Les usagers de l'Eurométropole, étude quantitative

L'enquête de rue (RPCFE, 2015) a porté sur 255 individus et visait un double objectif : comprendre les représentations de la frontière pour une population résidant dans une zone transfrontalière ouverte et analyser l'état de connaissances sur l'Eurométropole. Elle a été administrée en avril et mai 2015. La partie de l'étude portant sur les éléments directement liés à l'Eurométropole n'est pas abordée ici.

Après avoir détaillé le profil des répondants de l'enquête menée dans des communes de l'Eurométropole pour la région, nous analysons les résultats quant aux pratiques et aux marques de la frontière franco-belge en posant la question de l'espace transfrontalier comme espace vécu et des représentations de l'autre et ensuite quant aux représentations de la frontière, en général et franco-belge en particulier. Notons que le questionnaire était adapté selon l'aire géographique (question sur la Belgique en France et vice versa), comme dans l'étude destinée aux étudiants et selon l'aire linguistique. Le questionnaire était divisé en trois parties : le profil du répondant, ses pratiques et usages de la frontière et son niveau d'information sur l'Eurométropole.

LE PROFIL DES RÉPONDANTS

Plusieurs critères ont été mis en avant pour bâtir l'échantillon et définir les communes où la population a été interrogée. Il s'agissait de la distance de la commune par rapport à la frontière (sur la frontière/à moyenne distance/plus éloignée), la taille de la commune et l'équilibre

entre le nombre de communes françaises (8) et le nombre de communes belges (7) dont trois wallonnes et quatre flamandes. (Figure 4).

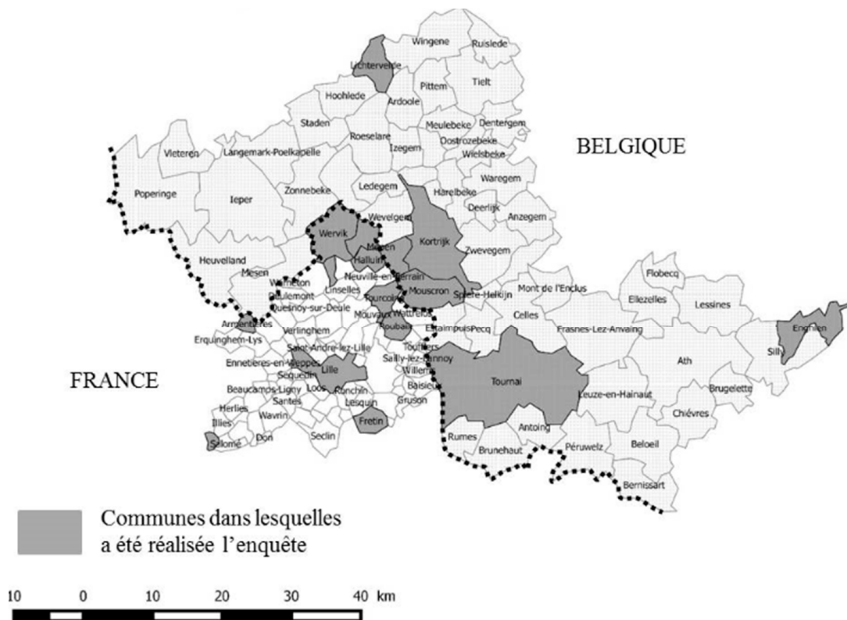


Figure 4: Lieux de réalisation de l'enquête RPCFE. Source : © Corine Luxembourg, enquête RPCFE, mai 2015

Le profil dégage des interviewés est le suivant. Ils ont un niveau d'instruction relativement élevé, un niveau secondaire (31,4 %) et un premier cycle d'enseignement supérieur (37,4 %). Ils sont à 49 % actifs, 17 % retraités, 17 % étudiants et 17 % sans emploi, 78 % des personnes interrogées traversent la frontière (85 % des interviewés français et 31 % des belges). 89 % des personnes interrogées vivent dans l'Eurométropole, 74 % y travaillent. Plus spécifiquement, 63 % vivent en France (alors que 69 % travaillent en France), 18 % vivent en Wallonie (17 % travaillent en Wallonie) et 19 % vivent en Flandre (alors que 14 % y travaillent).

L'ESPACE TRANSFRONTALIER COMME ESPACE VÉCU

Les enquêtés ont été interrogés quant aux villes qu'ils côtoient de l'autre côté de la frontière (figure 5) : les résultats montrent que les villes fréquentées de l'autre côté de la frontière sont assez géographiquement proches : côté français Lille 44 %, Tourcoing 8 % et Roncq 6 %, et côté belge Menen 25 %, Tournai 14 %, Mouscron 11 %, Wervik 4 %, Mons 4 % et Bruxelles 4 %.

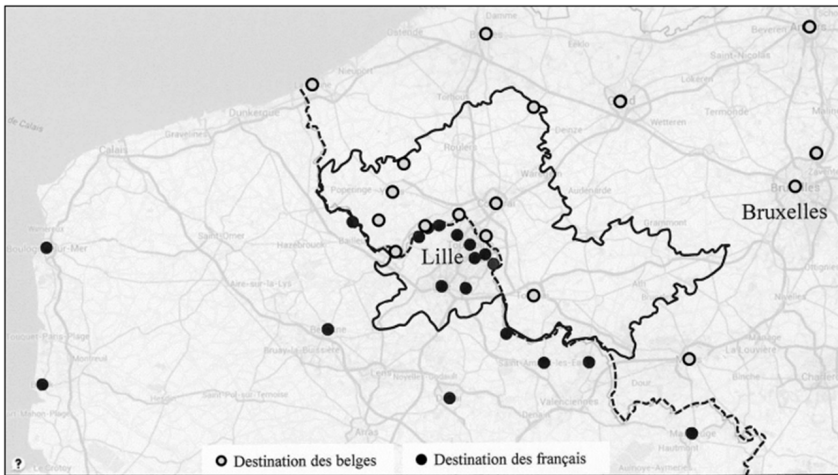


Figure 5 : traversées frontalières régulières. Carte RPCFE © Sylvie Considère, 2015. Source : enquête RPCFE, mai 2015

La fréquence de traversée est plutôt hebdomadaire (20 %) ou de plusieurs fois par mois (26,5 %). Les raisons invoquées à ces visites dans le pays voisin sont d'abord les achats (50 %) les loisirs et la culture (35,5 %), le travail (21 %) ou des visites à la famille (19 %), ce qui montre que cet espace transfrontalier constitue un espace vécu au sens d'Armand Frémont (1974 : 233), à savoir « l'étude (non) limitée à l'analyse des lieux fréquentés par une personne ou par un groupe [...] Elle doit aussi intégrer toute la charge de valeurs qui se projettent des hommes aux lieux et des lieux aux hommes ». L'enquête ayant eu lieu en journée, peu de travailleurs font partie de l'échantillon ; ceci se reflète dans l'absence de traversée quotidienne relatée

alors que les travailleurs frontaliers représentent 2,2 % des habitants de l'Eurométropole française et 0,5 % des habitants côté belge (Les chiffres-clés de l'Eurométropole, 2015). Lille constitue la ville la plus attractive de la région transfrontalière, mais les lieux, entre autres culturels, que sont Tournai, Bruxelles et Mons, qui a été capitale européenne de la culture en 2015, attirent des Français. Quant aux villes immédiatement situées sur la frontière, côté belge, on peut sans doute attribuer les déplacements aux achats (tabac ou essence dont les taxes diffèrent de part et d'autre de la frontière, par exemple). Dans cet espace, le déplacement dans le pays voisin se fait essentiellement en voiture (65 %). Les transports en train ou bus ne sont utilisés que par 29 % des personnes interrogées (les jeunes étant ceux qui les utilisent le plus). La traversée à vélo ou à pied (12 %) montre que le pays voisin fait partie de l'espace vécu proche, il faut préciser que plusieurs villes sont même « à cheval » sur la frontière telles Wervik et Wervicq-Sud et Halluin. Nous pouvons en déduire qu'il existe un espace vécu transfrontalier, mais finalement assez réduit et vraisemblablement plutôt situé le long de la portion de frontière Hainaut/métropole lilloise.

Lorsqu'ils sont interrogés sur les marqueurs de la frontière, les interviewés répondent massivement que la frontière n'est pas visible en tant que telle, que c'est plutôt le fait de changer de pays qui est notable. Ce sont – comme dans l'étude des étudiants – la signalisation routière, les immatriculations des véhicules, ou encore l'état de la route en Belgique qui indiquent ce changement de pays – rappelons que 65 % des interviewés utilisent leur voiture pour traverser la frontière. L'environnement apparaît différent : l'architecture, certaines constructions matérialisent le passage chez l'autre comme un pont. Les 30-50 ans notent cependant la présence des anciennes douanes comme marque de la frontière ; les 15-30 ans le message envoyé par leur opérateur téléphonique.

LA REPRÉSENTATION DE L'AUTRE

Comme aux étudiants questionnés lors de la première étude, il a été demandé aux enquêtés de citer des actions susceptibles de favoriser le rapprochement entre voisins. Les principales actions sont le commerce

(15 %), les instances de coopération (15 %), les festivités culturelles (13 %) et la langue (12 %). Pour 38 % des personnes interrogées, rien ne peut rapprocher les voisins. À l'inverse, la culture, les mentalités, le racisme (9 %), les aspects politiques (5 %) auxquels on peut ajouter le contexte économique, mais surtout la langue (32 %) sont propres à freiner le rapprochement entre habitants belges et français. On note que 47 % des personnes interrogées pensent que rien ne peut éviter aux deux voisins de se rapprocher. Les questions étant ouvertes, les réponses montrent quelques éléments de jugement par rapport à l'autre (4 % des réponses) : les Belges sont dits modernes, sérieux, mais aussi racistes (allusion aux différends opposant Flamands et Wallons, mais aussi vis-à-vis des Français), les Français sont dits solitaires ou jaloux.

Une enquête en rue reposant sur 250 personnes n'autorise pas à interroger sur la façon dont chacun juge le voisin, et offrir des affirmations à choisir n'est pas approprié. Cette étude portant sur l'Eurométropole, nous avons demandé à notre échantillon de définir cette notion, ce qui peut démontrer un degré de connaissance de l'espace vécu. La réponse définissant l'Eurométropole comme un rapprochement (entente, union, accord) entre Lille, Tournai et Kortrijk n'est donnée que par sept personnes, auxquelles on peut ajouter treize répondants dont les réponses s'approchent de l'idée générale. Signalons que 79 % des personnes interrogées ne répondent pas à cette question ou disent ne pas savoir. La demande de citer des manifestations ou des lieux représentant l'Eurométropole n'est pas prise en compte par 90 % des personnes interrogées. Les 24 personnes qui répondent citent des événements qui ont eu lieu dans la région, mais sans rapport avec l'Eurométropole.

LES REPRÉSENTATIONS DE LA FRONTIÈRE

Outre les questions concernant les pratiques, le vécu et les marqueurs de la frontière franco-belge et du voisin, nous avons aussi interrogé notre échantillon sur la manière dont il définit la frontière en général et comment il perçoit la frontière franco-belge en particulier. Demander à chaque personne de donner sa propre définition de la frontière aurait fourni des don-

nées difficilement traitables. En nous appuyant sur les résultats de la première étude, nous avons proposé à chaque personne interrogée de signifier son accord, plus ou moins important, avec cinq affirmations. Pour la majorité des personnes interrogées, la frontière est nécessaire à l'exercice du pouvoir (65 %) et les contrôles exercés sont un gage de sécurité (70 %). Pour autant, ce besoin de frontière ne signifie pas une matérialité : pour 76 %, la frontière ne se voit pas. L'Europe (assimilée à l'Union européenne) contribue à l'effacement des frontières (55 %) ; d'ailleurs, ici, en zone frontalière franco-belge, la frontière a disparu (78 %). Ces résultats généraux ne sont que peu nuancés par l'analyse des réponses par tranche d'âge. Les plus jeunes semblent avoir une définition plus sécuritaire de la frontière (56 sur 87), ils sont aussi plus nombreux à penser que l'Europe n'efface pas les frontières (33 sur 87) et que la frontière franco-belge n'a pas disparu (17 sur 87, contre sept sur 82 pour les 30-50 ans, cinq sur 67 pour les 50-70 ans et deux sur 18 pour les plus de 70 ans). Lorsqu'est demandé ce qui permet de constater qu'on a traversé la frontière d'un point de vue général, c'est le passage à l'aéroport (douane, passeports à 58 %) qui est le repère principal, puis vient, là encore, la signalisation (routes, péages à 21 %). Notons que 72,5 % des personnes interrogées sont déjà allées dans un ou plusieurs autres pays. La langue est un repère de passage d'une frontière en général pour 10 % de l'échantillon, alors que lorsqu'il s'agit de la frontière franco-belge, ils sont 3 % seulement à la noter comme marqueur frontalier. Cette perception générale est à confronter avec celle de la frontière entre la France et la Belgique. Nous avons demandé aux interviewés comment ils qualifiaient la frontière entre France, Flandre et Wallonie. Ils pouvaient cocher les items « très effacée », « effacée », « sans avis », « marquée » et « très marquée ». La frontière entre le Nord-Pas-de-Calais et la Wallonie est perçue comme effacée ou très effacée (43,5 %). La frontière entre le Nord-Pas-de-Calais et la Flandre apparaît marquée pour 39 % des enquêtés, effacée pour 32 %. Ce sont les plus jeunes qui la perçoivent comme très marquée. La zone d'étude recouvrant deux versants de la frontière linguistique belge, nous avons souhaité prendre en compte cette réalité spécifique : la frontière entre la Wallonie et la Flandre. Nous abordons ici une évolution contempo-

raîne des frontières, à savoir le renforcement d'un effet frontière interne aux États. À 67,5 % les personnes perçoivent cette frontière comme marquée (et 31,5 % comme très marquée). La répartition par tranche d'âge montre une légère avance pour les 15-50 ans. Dans ce cas précis, la langue usitée dans chaque espace semble être ce qui détermine le plus la perception du passage chez le Voisin autant entre Flandre et Wallonie qu'avec la France (Figure 6).

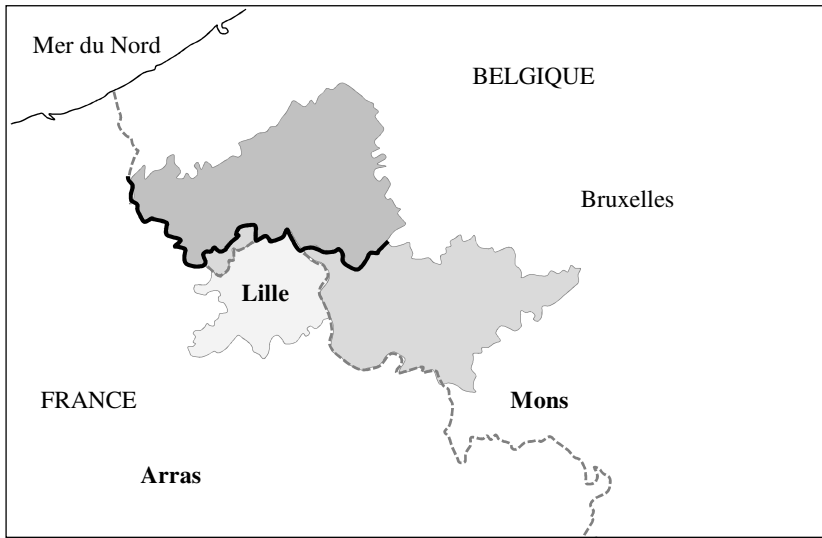


Figure 6 : La frontière franco-belge perçue au sein de l'Eurométropole.
Source : Carte © Sylvie Considère, 2016

Cette question de la langue comme marqueur du passage d'une frontière n'apparaît pas de la même manière en fonction des questions. C'est un signe qu'on a passé la frontière entre France et Belgique pour 3 %, qu'on a passé la frontière avec un autre pays pour 10,5 % ; c'est un facteur pouvant contribuer à rapprocher Français et Belges à 11,7 %, lorsqu'il s'agit de la même langue, mais pouvant contribuer à freiner les rapprochements à 32,5 % lorsqu'elle est différente. Cette enquête auprès de 255 « eurométropolitains » ne fait pas apparaître de différences marquées entre individus français et belges, un petit groupe de personnes se distingue cependant. Il s'agit de

20 personnes (7,8 % de l'échantillon) se disant très informées sur l'Eurométropole, composé de treize hommes et sept femmes, huit de nationalité française et sept de nationalité belge, deux ont plus de 70 ans, mais les autres se répartissent équitablement dans les trois autres tranches d'âges. Ils sont actifs (dix) et retraités (six) et plutôt diplômés (huit dans le supérieur). Ce sont des cadres (six), des employés (sept) et un indépendant (un) ; quinze résident et treize travaillent dans une commune de la zone étudiée. La fréquence à laquelle ces personnes passent la frontière est plus importante (33 % traversent une fois par semaine et 28 % plusieurs fois par mois). Leurs voyages chez le voisin ont essentiellement pour finalité des achats ou des loisirs. Ils perçoivent le passage de la frontière par différents marqueurs (huit citent la signalisation, trois les anciennes douanes, et un la langue). Seize sont déjà allés dans un autre pays (89 %) et ils citent 26 pays différents où ils ont voyagé (41 % des destinations totales citées). En comparaison avec l'échantillon total, ce petit groupe voyage davantage. Ce qui nous intéresse plus spécifiquement est de vérifier si ces personnes plus « transfrontalières » ont une représentation différente de la frontière. En réalité, leurs représentations de la frontière franco-belge ne se distinguent pas de celles de l'ensemble de l'échantillon. Leur définition de la frontière en général est un peu plus tranchée pour certaines questions : ils sont un peu plus nombreux à penser que la frontière est nécessaire à l'exercice du pouvoir, que l'Europe efface les frontières ou qu'elles ont disparu dans la zone franco-belge. Ils sont moins nombreux à penser que les contrôles aux frontières sont un gage de sécurité. Globalement cependant, ils ne révèlent pas une représentation différente.

Croisement et analyse

Sans reprendre dans le détail les éléments précédemment décrits, nous proposons un croisement des résultats autour de trois thématiques, à savoir l'espace vécu renvoyant aux pratiques de la frontière, aux

pratiques de passage et la représentation de l'autre et enfin les représentations de la frontière.

L'espace vécu se construit par les pratiques, et notamment la mobilité, et les perceptions. Les étudiants interrogés vont dans l'autre pays, ils savent repérer ce qui marque le passage chez l'autre. Plus des trois quarts des personnes interrogées dans la rue traversent la frontière, surtout pour effectuer des achats ou consommer des produits culturels. Cet espace voisin ne semble pas très étendu et se limite à une bande relativement frontalière de la métropole lilloise.

La connaissance de l'autre n'est pas très approfondie, les étudiants associent la Belgique aux frites-bière-chocolat, à la monarchie et à la présence des deux langues ; la France est associée au régime politique présidentiel, à des lieux touristiques. Ce qui marque les Français, c'est la partition du pays en deux régions, Flandre et Wallonie, qui ne parlent pas la même langue et entre lesquelles existent des tensions. La connaissance du voisin passe par un effort d'information, assez réduit chez les étudiants français.

Les marqueurs spatiaux du passage chez l'autre existent. Chacun sait qu'il est chez le voisin grâce à des indicateurs communs tel le message de l'opérateur téléphonique ou la signalisation routière. La facilité du passage, rendue possible par l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'espace Schengen, est utilisée et il semble bien exister un espace de vie transfrontalier lié à des pratiques, mais qui ne construisent pas un réel espace vécu au sens de Frémont (1974). En effet, la notion de région transfrontalière, d'espace reconstruit à cheval sur la frontière n'est pas vérifiée.

La frontière est traversée et construit un lieu d'échanges, de passage, mais elle est toujours perçue et vécue (même si ce n'est pas visible). La notion de frontière « effacée », reprise comme slogan par les programmes Interreg, est conscientisée par les usagers et les étudiants ; elle crée en réalité une opportunité utilisée à des fins d'échanges pour satisfaire des besoins personnels.

De façon plus générale, les enquêtes montrent que la frontière est une donnée forte de l'exercice de souveraineté de l'État, de la protection des identités culturelles et donc de la construction de l'identité de chacun. La

frontière est un gage de sécurité pour les personnes interrogées, c'est là que l'État peut effectuer les contrôles nécessaires à la régulation des flux notamment de migrants.

Territoires et frontières sont des constructions dont les groupes sociaux se dotent pour assurer leur existence, les représentations individuelles de ces entités en assurent la solidité et garantissent l'existence de « notre » espace relativement à « leur » espace, tout en acceptant les « visites » chez l'autre. Et ces représentations ne sont pas seulement le reflet de ce que l'individu a appris dans ses cours de géographie ou de sciences politiques, comme le montrent les réponses concernant la frontière infrabelge, qui met en évidence une configuration nouvelle des réalités frontalières : la frontière, perçue comme plus marquée si la langue est différente, construit, dans un contexte européen de frontières interétatiques ouvertes, une partition fondée sur la langue plus que sur la souveraineté de l'État.

L'accès à des représentations individuelles est ardu et nécessite des méthodes d'investigations plutôt qualitatives et donc plus complexes, tant dans la mise en œuvre des enquêtes que dans le traitement des données ; elles s'avèrent aussi plus riches, car elles permettent une expression plus libre des interviewés, comme l'a montré la première enquête consacrée aux étudiants.

La mise en place de ces deux enquêtes a révélé plusieurs éléments essentiels pour l'analyse des représentations et spécifiquement des représentations des frontières. D'une part, les méthodes utilisées renvoient à diverses échelles. Deux échelles sont ici mêlées, une échelle locale de l'ordre du vécu et une échelle nationale, échelles qui se mêlent dans les réponses obtenues. À propos de cette échelle nationale, le poids de la formation et des modèles inculqués apparaît. Nombre de réponses renvoient à l'enseignement traditionnel de la frontière politique de l'État westphalien, ce qui amène à s'interroger sur ce « modèle ». D'autre part, ce type d'étude nécessite une connaissance fine des contextes enquêtés : ainsi, la réalité linguistique belge constitue une donnée contextuelle importante même si elle relève *a priori* de la politique intérieure et non de

la discussion sur la frontière interétatique. De même, l'actualité forgée par l'arrivée des réfugiés ou les attentats terroristes peuvent constituer des éléments influents (rappelons que l'analyse menée s'est déroulée en amont de ces actualités, mais que les enquêtes résultent en une représentation de la frontière utile et protectrice).

Comme explicité *supra*, l'étude des représentations nécessite le croisement de diverses méthodes. Le type de questionnaire, testé pour cette étude, associant déclaratif et associatif est fécond. Les représentations individuelles sont approchées et permettent de construire une image générale correspondant à des représentations collectives de l'espace de vie et de l'espace vécu et surtout du sens que lui donnent les usagers.

L'enquête avec les étudiants a montré l'importance de croiser plusieurs supports, un travail de composition d'affiches avec une partie de ces étudiants (Considère, 2016) a en outre permis d'élargir le registre des réponses formalisées à une création, plus libre. D'autres travaux sont en cours afin d'évaluer la généralisation possible des enquêtes.

Conclusion

Les éléments tirés des études menées en 2014 et 2015 portent sur le sens donné à la frontière, les pratiques et les représentations. Ces résultats concernent la frontière en général et la réalité franco-belge en particulier.

Les dynamiques territoriales rendues possibles dans le cadre de l'Union européenne ont donné lieu à l'apparition de projets culturels, économiques et sociaux, voire institutionnels tels que l'Eurométropole (GECT). Ce type de création est construit sur un modèle politique, émanant des autorités locales, qui ne s'avère pas particulièrement approprié par les habitants usagers. Le fait de vivre au sein d'une région frontalière, traversée d'échanges nombreux et où les flux sont importants, ne construit pas immédiatement une identité transfrontalière. Les mobilités, encouragées par le marché intérieur européen, contribuent sans doute à circonscrire de nouveaux espaces utilisés par les habitants. L'échelle de

temps nécessaire à la transformation d'espaces frontaliers en un territoire transfrontalier, espace vécu et approprié par les habitants et constitutifs en une identité propre est sans doute très longue. Cela d'autant plus que les espaces transfrontaliers sont l'objet de représentations complexes qui s'affrontent : celle du territoire et de la communauté d'appartenance qui construit l'idée d'une frontière ferme, protectrice et celle du territoire des pratiques quotidiennes qui s'accommode d'une frontière effacée.

Étudier les représentations de la frontière amène à interroger les enquêtés sur leur définition de l'objet lui-même, mais aussi sur les échanges, les passages et les marqueurs. Cela signifie aussi interroger la vision de chacun sur l'Autre, de l'autre côté de la frontière, celui qui – dans une zone transfrontalière – est aussi le Voisin, différent mais proche. Enfin, cela entraîne une interrogation sur les rôles et les attributs de la frontière, qu'elle soit considérée comme plutôt ouverte ou plutôt fermée. Étudier la frontière par les représentations amène à dépasser les constats géographiques (comme les bornages) ou politiques (comme les traités ou les conflits). Les études indiquent que, même dans le contexte de l'Union européenne, 60 ans après le traité de Rome, à l'heure de l'euro, du marché intérieur et de la globalisation, la frontière interétatique reste affirmée. Elle n'est peut-être plus visible, sauf par des signes indirects, mais la différence de pays reste non seulement marquée, mais utile, puisqu'elle est à la base des traversées de frontières. Dans le chef d'individus résidant ou étudiant à proximité de la frontière et ayant des pratiques transfrontalières récurrentes, la frontière reste un attribut important, utile pour protéger et garantir une certaine « identité ». La définition classique de la frontière, comme celle de Foucher (2007) parlant d'une discontinuité territoriale à fonction de marquage politique, une institution établie par décision politique et associée à l'État westphalien, est profondément ancrée dans les représentations. Régis Debray l'écrivait en 2010, la frontière rassure, permet d'organiser et protège de « l'épidémie des murs ». Aujourd'hui, les pratiques nourrissent le passage de frontière, les représentations que nous avons pu dégager de la part de nos étudiants ou de nos usagers n'ignorent pas ce qui est au-delà de la frontière, le Voisin.

Même s'ils ne sont pas parfaitement informés, ils utilisent l'ouverture de la frontière pour la traverser et tirer parti des différences de situations entre les deux pays. Les réponses renvoient davantage à une relation de chacun avec l'Autre, à un échange – notamment basé sur une asymétrie – plutôt qu'à une fusion. Les résultats ne prônent pas un monde « sans frontière », la frontière même intraeuropéenne reste présente, voire nécessaire même si elle est peu visible. La frontière en général est considérée comme utile. La frontière, une porte vers l'Autre, une porte pour se protéger, mais également pour traverser.

Table des matières

Les auteurs	9
Introduction générale :	
La frontière en question, ou comment débusquer les représentations sociales des frontières	15
La frontière vécue par les pratiques	17
La frontière construite par les discours	20
La frontière matérialisée par les artefacts	22
Première partie. Les pratiques au quotidien ou comment les habitants font avec la frontière	25
Comment interroger la frontière par les représentations sociales	27
Introduction	27
Les représentations sociales	28
La méthodologie de l'enquête	30
Contexte	30
Comment collecter les représentations : un questionnaire qualitatif	34
Comment collecter les représentations : un questionnaire quantitatif	37
Les résultats	38
Les étudiants et la frontière, étude qualitative	38
Démarche de traitement des données	38
L'autre côté de la frontière et l'Autre	40
Ce que chacun connaît de l'Autre et comment	41
Comment se marque la frontière franco-belge	42

Comment les étudiants se représentent la frontière	43
Les usagers de l'Eurométropole, étude quantitative	47
Le profil des répondants	47
L'espace transfrontalier comme espace vécu	49
La représentation de l'Autre	50
Les représentations de la frontière	51
Croisement et analyse	54
Conclusion	57
Vers une optique de la frontière : cartographies de la frontière urbaine quotidienne et espaces vécus entre les États-Unis et Mexique à Tijuana (région frontalière de Tijuana-San Diego)	
Introduction	61
Contexte et état de l'art	62
Visions contestées des études urbaines (trans)frontalières	62
Mettre le facteur humain au centre dans les études urbaines et frontalières	66
Méthodologie	69
Cartographies frontalières urbaines quotidiennes et construction de région à Tijuana, région frontalière Tijuana-San Diego	71
Cartographies de la frontière absente	71
La frontière en tant que lieu d'amélioration de la vie	72
Cartographies de la frontière affective	75
Ma maison frontière d'ici et de l'autre côté	76
Cartographie de la construction quotidienne de la région transfrontalière	80
Frontière des mouvements	81
Conclusion : Vers une optique de la frontière	85

Les échelles quotidiennes dans l'agglomération transfrontalière de Bâle : une analyse à travers le potentiel de mobilité	89
Introduction	89
Frontières et mobilités	90
Comment étudier les frontières ?	92
Des enquêtes traditionnelles inadaptées aux mobilités transfrontalières ?	93
Le potentiel de mobilité comme outil analytique ?	95
Un indicateur du potentiel de mobilité à l'échelle transfrontalière	96
Méthodologie	99
Résultats	101
Mobilités quotidiennes	101
Identités et attachement	108
Réseaux sociaux	111
Des modes de vie transfrontaliers ?	113
Conclusion	115
Étudier les identités spatiales pour étudier la frontière.	
Une analyse pluridimensionnelle	117
Introduction	117
Analyse des identités spatiales	119
Identités projetées institutionnelles (QA)	122
Identités projetées dans la vie quotidienne (QB)	124
Identités appropriées dans la vie quotidienne (QC)	126
Identités appropriées sur la base des catégories institutionnelles (QD)	131
Conclusion : Frontières et identités spatiales	136
La Vichada, dynamique géoanthropologique de la dernière frontière colombienne	141
Vichada, l'espace ouvert	144

Colonisation intrinsèque	144
Dynamique populationnelle	144
Développement soudain	146
La fracture socio-économique	147
Contresens anthropologique	147
Distribution démospatiale	149
Flux et reflux humains	151
La dernière frontière	154
Caractère spatiotemporel	154
Perceptions antinomiques	155
Collision culturelle	156
Conclusion	158
 Deuxième partie. Les discours comme révélateurs des représentations sociales, ou quand les discours d'un groupe déterminé construisent le rapport à l'Autre	 163
Rationalités irrationnelles :	
craintes et paranoïa à l'interface Finlande-Russie	165
Introduction	161
Changements temporels dans la représentation de la Russie	168
Représentation pour Quoi et pour Qui ?	171
Construction de la représentation de la Russie	173
Développements récents : la Russie comme l'autre problématique	183
Discussion	187
Conclusion	191
 L'institution imaginaire de la frontière, entre formation discursive et agir communicationnel.	
L'exemple de la frontière franco-allemande	193
Quand tout était simple (1871-1914)	196
La fin des certitudes (1919-1950)	203
Et si nous passions à autre chose ? (depuis 1950)	209

Conclusion : la frontière franco-allemande, lieu emblématique d'agir communicationnel	217
Le débat sur l'indépendance crée-t-il une frontière invisible entre les Catalans ?	219
Introduction	219
L'institutionnalisation de l'affrontement historique entre Espagne et Catalogne	220
La rhétorique du « eux et nous » et ses effets en Catalogne	226
« Le monde nous regarde » : que voit-on depuis l'extérieur des débats internes à la Catalogne ?	230
Conclusion	236
Troisième partie. Les marqueurs spatiaux des frontières dans la Corne de l'Afrique	239
Menilek II traceur des frontières dans la Corne de l'Afrique	241
La lettre de Menilek (1891), un exercice de <i>Realpolitik</i>	243
Deux versions, même texte ?	243
De Menilek II à Yohannes IV (1881-1891) : l'affirmation de l'indépendance par les frontières	246
Miracle en Éthiopie et <i>Realpolitik</i> en mer Rouge (1855-1913)	248
Les frontières de Menilek II face à la colonisation et à la décolonisation (1891-1991)	250
De l'usage intérieur et extérieur des frontières ou la confusion des échelles	250
Des frontières inachevées (1906-1955)	252
Érythrée et Ogadén : le « colonialisme éthiopien » (1960-1991)	254
La survie des frontières de Menilek II (depuis 1991)	256
1991 : la restauration et le retour des frontières	256
1998 : une nouvelle guerre des frontières en Érythrée ?	259
Faire parler les archives... mais comment ?	261
Conclusion	263

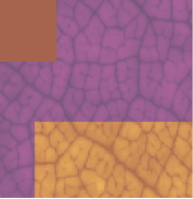
La Franche-Comté, une frontière confessionnelle au cœur de la dorsale catholique à l'époque moderne (XVI ^e -XVIII ^e siècles	267
Les frontières de la Franche-Comté à l'époque moderne :	
perspectives méthodologique	269
La frontière religieuse :	
la dorsale catholique européenne comme lieu d'innovation	270
L'approche anthropologique des frontières :	
usages et pratiques sociales	271
La frontière comme lieu de construction de l'identité	272
L'identité dans une société de frontière :	
une construction discursive et visuelle	272
Des dévotions identitaires comtoises sur une frontière de catholicité	274
L'essor du culte marial sur une frontière de catholicité	277
La frontière avec la Suisse : ouverte ou fermée ?	282
La frontière, une barrière ?	282
Franchissement de la frontière et pèlerinage	287
Franchissement de frontière et mobilité professionnelle	288
Montagne et espace sacré :	
la construction d'une frontière confessionnelle symbolique	290
La frontière confessionnelle comtoise :	
une marche montagnaise	290
Paysage sacré et micro-frontière : le Val de Morteau	292
La dévotion à Notre-Dame d'Einsiedeln,	
fin XVII ^e siècle et XVIII ^e siècle	294
Conclusion	296
Infrastructure, cartographie et circulation : ouverture et fermeture des frontières du royaume de Bavière au XIX ^e siècle	297
Introduction	297
Contexte historique	298
La frontière comme un système tricouche	301
Infrastructure	303

L'enseignement supérieur en Bavière	303
Le contrôle douanier en Bavière	304
Le service postal en Bavière	305
Cartographie	306
Analyse de la circulation	312
Les schémas de migration	312
Les passagers ferroviaires	315
Les liens commerciaux	317
Conclusion	318
Les conflits des frontières provinciales en Afrique du Sud post-apartheid : luttes pour l'émancipation socio-économique et le pouvoir politique	321
Introduction	321
Le cadre théorique de l'analyse	322
La régionalisation en Afrique du Sud post-apartheid	325
Introduction et suppression des municipalités transprovinciales	326
Statut constitutionnel des provinces en Afrique du Sud	328
Méthodologie	329
Études de cas	330
Le cas de Khutsong	330
Le cas de Matatiele	334
Frontières pour l'émancipation socio-économique et pour le pouvoir politique	341
Conclusion	343
Conclusion	345
Table des illustrations	351
Bibliographie	355
Table des matières	381

COLLECTION « Thélème »

1. J.-É. CHARLIER, S. CROCHÉ & A.K. NDOYE (dir.), *Les universités africaines francophones face au LMD*, 2009.
2. J. RUGENGANDE, *L'enseignement privé au Rwanda*, 2010.
3. S. CROCHÉ, *Le pilotage du processus de Bologne*, 2010.
4. B. GARNIER, *Figures de l'égalité. Deux siècles de rhétoriques politiques en éducation (1750-1950)*, 2010.
5. A. GORGA, *Les jeux de la qualité. Impacts sur les politiques éducatives et la vie académique en Suisse et en Roumanie*, 2011.
6. J.-L. SIROUX, *La fabrication des élites. Langage et socialisation scolaire*, 2011.
7. P. DELVENNE, *Science, technologie et innovation sur le chemin de la réflexivité. Enjeux et dynamiques du Technology Assessment parlementaire*, 2011.
8. C. FALLON, *Les acteurs-réseaux redessinent la science. Le régime de politique scientifique révélé par les instruments*, 2011.
9. B. BEYA MALENGU, *L'État-nation à l'épreuve de la mondialisation. Edgar Morin et Jürgen Habermas : deux penseurs de l'option post-nationale*, 2012.
10. J.-É. CHARLIER, S. CROCHÉ & B. LECLERCQ (dir.), *Contrôler la qualité dans l'enseignement supérieur*, 2012.
11. F. BALUTEAU, *Enseignements au collège et ségrégation sociale*, 2013.
12. S. D'ANGELO, *Politique et marabouts au Sénégal (1854-2012)*, 2013.
13. C. FALLON & B. LECLERCQ (dir.), *Leurres de la qualité dans l'enseignement supérieur ? Variations internationales sur un thème ambigu*, 2014.
14. J.A.L. GOUDIABY, *L'université et la recherche au Sénégal. À la croisée des chemins entre héritages, marché et réformes LMD*, 2014.
15. J.-L. DEROUET & R. NORMAND (dir.), *La question du leadership en éducation. Perspectives européennes*, 2014.

16. S. VARIN & J.-L. CHANCEREL (dir.), *Néolibéralisme et éducation. Éclairages de diverses disciplines*, 2015.
17. M. SOUTO LOPEZ, *Acquis d'apprentissage et enseignement supérieur. Le management par la pédagogie au service du projet de société européen*, 2016.
18. S. STAVROU, *L'université au diapason du marché*, 2017.
19. É. PONTANIER, *Choisir un lycée laïque en Tunisie* 2017.
20. S. CONSIDÈRE & Th. PERRIN (dir.), *Frontières et représentations sociales. Questions et perspectives méthodologiques*, 2017.
21. J.-L. DEROUET, H. YIPING, Ph. SAVOIE & J.-É. CHARLIER (dir.), *La formation des élites en Chine et en France (XVII^e – XXI^e siècles)*, 2017.
22. F. BALUTEAU, *L'école à l'épreuve du partenariat*, 2017.



Cet ouvrage porte sur les représentations sociales des frontières et des espaces frontaliers. Les différentes contributions analysent les perceptions, les pratiques quotidiennes, les idées, les valeurs ou les institutions construites à cette échelle. L'ouvrage s'intéresse en particulier aux approches et méthodologies mises en œuvre par des chercheurs pour produire ces analyses. Quelles données peuvent être collectées et comment, pour quels objectifs et avec quels traitements parvenir à des résultats susceptibles de dépasser l'anecdotique, ou la simple singularité ? Cet ouvrage contribue ainsi à enrichir la connaissance scientifique des frontières, des espaces frontaliers et des représentations qui leur sont associées.

■ Sylvie Considère est didacticienne de la géographie à l'ESPE de Lille et membre de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités (IFD). Cette double appartenance au monde de l'éducation et de la géographie l'a amenée à s'interroger sur la manière dont les perceptions du monde influent sur les représentations sociales des espaces et sur les manières dont les usagers s'approprient, habitent ces derniers. Ses travaux actuels portent sur les espaces frontaliers franco-belges.

Thomas Perrin est maître de conférences en aménagement et urbanisme à l'université de Lille, laboratoire TVES, et membre de l'Institut franco-belge des frontières et discontinuités (IFD). Spécialiste des questions européennes, il s'intéresse notamment au régionalisme, aux politiques culturelles et à la coopération territoriale et transfrontalière. Il pilote actuellement le projet EURÉGIO - Régions et régionalisme dans l'Union européenne : <http://euregio.univ-lille1.fr/fr>.

www.editions-academia.be

ISBN : 978-2-8061-0327-7

38 €



9 782806 103277